

DANS L'ACTUALITE du 2 au 4 septembre 2014

Textes officiels

JORF n° 0204 du 4 septembre 2014

Modification de la nomenclature des ICPE

[Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement](#)

Jurisprudence

Précisions sur les conditions dans lesquelles une personne publique peut modifier les modalités de mise en œuvre des critères de sélection des offres dans le cadre d'une procédure d'attribution d'une DSP

[CE 30 juillet 2014 société Lyonnaise des eaux France, req. n° 369044](#)

Réponses ministérielles

Question écrite Sénat n °11950 - 28 août 2014 - [Ouverture d'un accès secondaire à une voie communale](#)

Question écrite AN n° 52006 - 26 août 2014 - [Réglementation relative aux zones franches urbaines](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Jean-Pierre Sueur veut un vrai débat parlementaire sur la commande publique

[Jean-Pierre Sueur persiste et signe. Il ne veut pas d'ordonnance sur les marchés publics et les contrats de partenariat.](#)

[Rapport d'information fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale \(1\) sur les partenariats publics-privés, par MM. Jean-Pierre SUEUR et Hugues PORTELLI](#)

Source : achatpublic.info du 04/09/2014

Contrat de partenariat : définir la complexité d'un projet, une tâche ardue ?

[Le Conseil d'Etat a annulé, le 30 juillet 2014, le recours au contrat de partenariat public-privé \(PPP\) pour la réalisation de la "Cité du surf et de l'océan" et l'extension de l'aquarium du musée de la Mer à Biarritz. A cette occasion, il a apporté de nouvelles précisions sur la notion de "complexité du projet" permettant, ou non, à la personne publique de recourir à ce type de contrat.](#)

Source : localtis.info du 02/09/2014

Instauration de nouvelles interdictions de candidater aux contrats publics !

[L'article 16 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes crée trois nouvelles interdictions de soumissionner relatives à l'égalité professionnelle et aux discriminations et les étend aux contrats de partenariat de l'Etat et de ses établissements publics. Il soumet également les délégations de service public conclues par l'Etat et ses établissements publics à toutes les hypothèses mentionnées à l'article 8 de l'ordonnance du 6 juin 2005.](#)

Source : DAJ du 01/09/2014

Urbanisme

Paris très réservée sur l'extension du travail le dimanche

[Après Laurent Fabius, qui s'est prononcé en faveur de l'extension du travail dominical dès que le tourisme a été rattaché aux affaires étrangères \(voir notre article ci-contre du 23 avril 2014\), le gouvernement Valls II ne cache pas non plus son intention d'aller vite sur le sujet.](#)

Source : localtis.info du 03/09/2014

Environnement

Projet de loi Transition Energétique pour la croissance verte : les députés de la commission spéciale enfin connus

Annoncée en juillet dernier pour examiner le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, la commission spéciale de l'Assemblée nationale est désormais constituée.

Source : le Moniteur du 03/09/2014

Patrimoine culturel, patrimoine naturel

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre de la culture et de la communication ont présenté une communication relative au thème « patrimoine culturel, patrimoine naturel » retenu pour la 31ème édition des journées européennes du patrimoine, qui se tiendra les 21 et 22 septembre 2014.

Source : conseil des ministres du 03/09/2014

Collectivités

Les régions ne veulent pas d'un nouveau changement de calendrier électoral

Les régions s'opposent à un avancement du calendrier électoral, comme l'envisagerait le gouvernement. Elles réclament un découplage entre élections départementales, au printemps, et élections régionales, en décembre. Un climat d'incertitude qui pèse aussi sur le démarrage des négociations des futurs contrats de plan.

Source : localtis.info du 03/09/2014

Réforme territoriale : les régions veulent donner au temps au temps

Face à un risque de censure de sa réforme territoriale par le Conseil constitutionnel, le Gouvernement envisage d'organiser les départementales et régionales au printemps 2015, plutôt qu'en décembre 2015. Une perspective à laquelle s'est opposée, le 3 septembre, l'Association des régions de France (ARF).

Source : la gazette des communes du 03/09/2014

Une étude co-signée par l'ADCF dresse un premier bilan des sociétés publiques locales

[La Fédération des entreprises publiques locales \(FEDEPL\) et l'Assemblée des communautés de France \(AdCF\) ont diffusé le 2 septembre une étude intitulée "SPL et dynamiques territoriales, l'implication des communautés dans les premières sociétés publiques locales".](#)

Source : localtis.info du 03/09/2014

Presse

Ségolène Royal tient à imprimer sa propre marque écologique

[La ministre présente aujourd'hui son programme de rentrée.](#)

Source : les Echos du 04/09/2014

Duflot : « En détricotant la loi, Hollande et Valls renforcent la bulle immobilière »

[La question du logement est capitale à bien des égards. Répondre aux besoins de construction est déterminant en termes de cohésion sociale. Ensuite, l'impact du secteur sur l'économie est considérable, et nos choix conditionnent notre réussite. Enfin, les enjeux écologiques de cette question tant en termes de rénovation de l'existant que de performance des bâtiments de demain doivent être pris en compte, notamment pour lutter contre le réchauffement climatique.](#)

Source : le Monde du 04/09/2014

Après la réforme ferroviaire votée en juillet, la SNCF adapte son organisation

[Cela n'aura pas traîné. Quelques semaines après le vote définitif, le 22 juillet, de la réforme ferroviaire, prévoyant le regroupement de la SNCF et de Réseau ferré de France \(RFF\), la compagnie nationale lance sa réorganisation. Mardi 2 septembre, Guillaume Pepy, le président de la SNCF et Jacques Rapoport, le président de RFF, qui devient désormais SNCF Réseau, ont officiellement dévoilé en interne le futur organigramme, qui sera en vigueur au 1er octobre.](#)

Source : le Monde du 04/09/2014